Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugt n° 495/25
not. 2570/25/LC

PRO JUSTITIA

Audience extraordinaire du 14 juillet 2025

Le Tribunal de police de et à Luxembourg, arrondissement judiciaire de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit

dans l'affaire Ministère Public, partie poursuivante suivant citation du 29 avril 2025

contre

la société SOCIETE1.) SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), représentée par sa représentante légale, PERSONNE1.), née le DATE1.) à ADRESSE2.) (Suède), demeurant à L-ADRESSE3.),

prévenue,

comparant par Maître Louis-Eudes GIROUX, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Faits :

Par citation du 29 avril 2025, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a requis la société SOCIETE1.) SARL de comparaître à l'audience publique du jeudi, 3 juillet 2025 à 9.00 heures, salle JP.1.19, devant le Tribunal de police de et à Luxembourg pour y entendre statuer sur la réclamation contre la décision d'amende forfaitaire du 9 janvier 2025 dans le dossier CSA2413296443.

A l'appel de la cause à la prédite audience, la prévenue se fit représenter par Maître Louis-Eudes GIROUX.

Le représentant du Ministère Public, Monsieur Stéphane JOLY-MEUNIER, fut entendu en ses réquisitions.

Maître Louis-Eudes GIROUX exposa les moyens de défense de la prévenue.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience extraordinaire de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé,

le jugement qui suit :

Vu la citation à prévenu du 29 avril 2025, régulièrement notifiée à la société SOCIETE1.) SARL.

Vu le procès-verbal numéro 1288/2025 du 4 février 2025 dressé par la Police Grand-ducale, Unité de la police de la route, UPR-CSA.

Il résulte du procès-verbal dressé en cause qu'en date du 28 mars 2024 vers 10.02 heures, l'appareil de contrôle automatisé de marque et de type Poliscan Vitronic installé à Oetrange, « Eitermillen », route de Remich, à un endroit où la vitesse maximale autorisée se trouve limitée à 50 km/h, a enregistré un véhicule immatriculé NUMERO1.) (L), qui est passé devant l'appareil de contrôle à une vitesse mesurée à 59 km/h. Une vitesse de 56 km/h a été retenue après pondération technique.

En date du 6 juin 2024, un avis de constatation a été envoyé au détenteur du véhicule, identifié en la société SOCIETE1.) SARL.

Sur décision écrite de Monsieur le Procureur d'Etat datée du 9 janvier 2025, la société SOCIETE1.) SARL a été déclarée redevable d'une amende forfaitaire de 98 euros conformément aux dispositions de l'article 6 (3) de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés. Cette décision a été notifiée en date du 14 janvier 2025 à la société SOCIETE1.) SARL.

Par courrier reçu le 4 février 2025 par la Police grand-ducale, la société SOCIETE1.) SARL a formulé une réclamation contre l'amende forfaitaire prononcée à son encontre.

Le représentant du Ministère Public a conclu à l'irrecevabilité de la réclamation formulée contre l'amende forfaitaire prononcée en cause en raison de l'absence de production d'un justificatif établissant la consignation de l'amende forfaitaire.

En droit, il y a lieu de préciser que l'article 6 (3) de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés prévoit ce qui suit:

« (...) La décision d'amende forfaitaire est considérée comme non avenue si, au cours du délai prévu à l'alinéa 2, la personne redevable du paiement de l'avertissement taxé en vertu des dispositions de l'article 5 notifie au procureur d'État une réclamation écrite, motivée, accompagnée de l'avis sur la décision d'amende forfaitaire ou des renseignements permettant de l'identifier. La réclamation doit encore être accompagnée de la justification de la consignation auprès de la Police grand-ducale de l'amende forfaitaire sur le compte indiqué dans l'avis sur la décision d'amende forfaitaire. Ces formalités sont prescrites sous peine d'irrecevabilité de la réclamation.

Le procureur d'État, sauf s'il renonce à l'exercice des poursuites, cite la personne concernée devant le tribunal de police, qui statue sur l'infraction en dernier ressort. En cas de condamnation, le montant de l'amende prononcée ne peut pas être inférieur au montant de l'amende forfaitaire. (...) ».

En l'espèce, force est de constater que, sur le formulaire de réclamation renvoyé à la police, il est clairement indiqué, en caractères gras : « Annexe indispensable : Justification de paiement de l'amende forfaitaire de 98 EUR » mais que la société SOCIETE1.) SARL n'a cependant pas consigné le montant précité.

Etant donné qu'il est donc établi en cause que la société SOCIETE1.) SARL n'a pas respecté les formalités prévues par l'article 6 (3) de la loi précitée du 25 juillet 2015 en omettant de faire accompagner sa réclamation « de la justification de la consignation auprès de la Police grand-ducale de l'amende forfaitaire sur le compte indiqué dans l'avis sur la décision d'amende forfaitaire » - formalité à laquelle la société SOCIETE1.) SARL a cependant été expressément rendu attentive - sa réclamation est à considérer comme irrecevable.

Par ces motifs

le tribunal de police de et à Luxembourg, statuant contradictoirement et en dernier ressort, le représentant du Ministère Public entendu en ses conclusions et le mandataire de la prévenue en ses moyens de défense,

constate que la société SOCIETE1.) SARL n'a pas accompagné sa réclamation de la justification de la consignation auprès de la Police grand-ducale du montant de l'amende forfaitaire ;

déclare irrecevable la réclamation formulée par la société SOCIETE1.) SARL contre la décision d'amende forfaitaire rendue à son encontre ;

condamne la société SOCIETE1.) SARL aux frais de l'instance liquidés à **8 (huit) euros**.

Le tout par application des articles 3, 4, 5, 6 et 14 de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ainsi que des articles 1, 138, 146, 152, 153, 162, 163 et 386 du code de procédure pénale.

Ainsi fait, jugé et prononcé, en présence du Ministère Public, en l'audience extraordinaire dudit tribunal de police à Luxembourg, date qu'en tête, par Nous Paul LAMBERT, Juge de paix, siégeant comme juge de police, assisté du greffier Sven WELTER, qui ont signé le présent jugement.

(s.) Paul LAMBERT

(s.) Sven WELTER

Le présent jugement contradictoire rendu en dernier ressort peut faire l'objet d'un recours en cassation conformément aux dispositions de l'article 177 du Code de Procédure pénale.

Le recours en cassation se fait conformément à la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation et à l'article 417 du Code de Procédure pénale, **dans le délai d'un mois à partir du jour où la partie condamnée a eu légalement connaissance du jugement**, en se présentant en personne auprès du greffier du Tribunal de Police de Luxembourg.

Cette déclaration de recours pourra être faite dans la même forme par un avocat à la Cour ou par un fondé de pouvoir spécial de la partie condamnée. Dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration.

Lorsque le demandeur en cassation est **détenu**, il pourra déclarer son recours à l'un des membres du personnel de l'administration pénitentiaire, des dépôts de mendicité ou des maisons d'éducation.